



Rupture de médicaments ARV au Burundi : Sidaction exige une action immédiate

Paris - 6 septembre 2011 – Des ruptures d'approvisionnement de médicaments antirétroviraux (ARV) et d'autres produits pharmaceutiques comme les réactifs essentiels au suivi biologique et virologique des personnes séropositives mettent en danger la vie des malades au Burundi. Sidaction exige que les acteurs décisionnels de la prise en charge du VIH au Burundi agissent pour que cesse immédiatement cette situation inacceptable.

Depuis plusieurs années, le Burundi a mis en place une politique élargie d'accès aux traitements pour les personnes vivant avec le VIH. Mais depuis quelques mois, les progrès de la lutte contre le sida sont mis en danger par ces ruptures d'approvisionnement. Ces perturbations sont liées à « des problèmes de gestion » de l'approvisionnement au niveau national. Sidaction, aux côtés des acteurs de la société civile burundaise comme l'ANSS, la SWAA-Burundi, et l'APECOS, exige davantage de transparence sur l'ensemble de ce processus décisionnel qui a mené à une telle situation, et l'assurance d'une meilleure collaboration entre tous les acteurs de la prise en charge du VIH pour prévenir ce genre de situation inacceptable qui se répète trop régulièrement au Burundi.

« Nous avons déjà manifesté à Bujumbura en mars 2011 pour protester contre ces ruptures en médicaments antirétroviraux et exprimer notre inquiétude, en tant que personnes vivant avec le VIH » explique Mme Jeanne Gapiya-Niyonzima, Présidente de l'Association Nationale de soutien aux Séropositifs et Sidéens (ANSS) et administratrice de Sidaction. « Au Burundi, seulement 25 000 personnes ont effectivement accès à des traitements sur les 60 000 séropositifs qui en ont besoin d'urgence dans notre pays. Aujourd'hui, ce chiffre est même en baisse à cause des ruptures de stock. C'est terrible car nous, acteurs de soins, ne pouvons plus certifier à nos patients de pouvoir leur délivrer un traitement »

Si la mise sous traitement de nouveaux malades est suspendue ou retardée, la vie de nombreuses personnes déjà sous traitement est aussi en danger. Les interruptions ou la prise de combinaisons de substitution conduiront à un échec du traitement et à un risque plus élevé de développement de résistances du virus. Ces derniers mois, les perturbations ont directement touché les programmes de l'ANSS, la SWAA-Burundi, et l'APECOS – trois associations burundaises qui prennent en charge plus de 30% des personnes vivant avec le VIH sous traitements au Burundi et partenaires de Sidaction depuis 14 ans.

« C'est grâce à la détermination d'un petit nombre de personnes que l'accès aux soins et aux traitements avait été rendu possible au Burundi. Aujourd'hui, force est de constater que la qualité des soins est au cœur du débat. Les institutions burundaises et internationales doivent prendre leurs responsabilités. » déclarait Eric Fleutelot, Directeur Général Adjoint de Sidaction, lors d'un passage au Burundi en juillet 2011 pour plaider en faveur des malades.

Créée en 1994, Sidaction est une association reconnue d'utilité publique qui réunit des chercheurs, des professionnels de santé, et des représentants d'associations de France et de 29 pays en développement.